

cette affaire, qui ne concerne nullement mes rapports avec la *Gazette*—c'est que je veux—et cela sans réserve aucune—repousser l'assertion faite par l'honorable député d'Oxford-sud, disant que l'adjudication de ce contrat avait quelque chose à faire avec la nature des articles de la rédaction ou les opinions du journal la *Gazette*. Je sais que l'honorable député a porté la même accusation, dans son comté, contre la presse conservatrice du pays. Je répudie cette accusation, au nom de la presse conservatrice. M. l'Orateur, l'honorable député pourrait tout aussi bien porter la même accusation contre le *Globe*. Il pourrait dire que parce que ce journal reçoit des annonces du gouvernement d'Ontario, il est par conséquent sous l'influence immédiate de M. Mowat, le chef de ce gouvernement, et qu'il règle ses principes sur la pitance qu'il obtient du trésor provincial. Je puis tout aussi bien accuser le *Globe* de régler sa politique sur la pitance qu'il reçoit de M. Mowat, de même que l'honorable député accuse la *Gazette* d'être guidée dans ses principes par la pitance qu'elle reçoit d'Ottawa.

Tout travail fait par la *Gazette*, pour ce gouvernement, a été payé un prix raisonnable et rien de plus; et les opinions de ce journal n'ont jamais été influencées d'un iota par ses affaires avec le gouvernement d'Ottawa. Si l'honorable député dit le contraire, je le défie de donner des preuves. Je le répète, la *Gazette* est aussi indépendante de ce gouvernement que le *Globe* ou tout journal partisan des honorables députés de la gauche le sont du gouvernement local. Je puis me vanter, vu mes rapports avec la *Gazette*, que mes opinions n'ont jamais eu rien à faire avec les affaires de ce journal avec le gouvernement, quelle que soit l'importance de ces affaires, car je crois, et je crois sincèrement que pour l'argent que nous avons reçu du gouvernement, nous avons rendu une juste valeur, et ni plus ni moins. Nous n'avons jamais rien reçu que de juste de ce gouvernement, ou de tout autre, et les opinions politiques du journal n'ont jamais été influencées en aucune manière par ses relations d'affaires.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: La pitance reçue par le journal de l'honorable député, l'année dernière, a été de \$669.17 pour annonces, et de \$5,252.53 pour impressions. Cela est beaucoup moins, en moyenne, que ce que la *Gazette* a reçu depuis douze ans. Si les comptes ont été bien tenus, durant cette période, je crois que ce journal, d'une manière ou d'une autre, a reçu environ \$100,000 de l'argent public. Pour ma part, bien que je ne croie pas que cela ait influencé l'honorable député, je n'ai pas le moindre doute que le montant de patronage reçu dans le cours de ces douze ans a considérablement influencé l'attitude de la *Gazette* dans les affaires publiques. Je n'ai pas le moindre doute à ce sujet, et je n'ai pas, non plus, le moindre doute qu'il en est de même de la plupart des journaux qui ont partagé le patronage avec la *Gazette*. Je n'ai pas le moindre doute que ce qui est vrai pour la *Gazette*, est également vrai pour le *Free Press* de London, les journaux de Moncton et ceux de Saint-Jean et de Halifax, qui ont eu une part du patronage.

M. WHITE (Cardwell): J'ai une trop haute opinion de l'honorable député d'Oxford-sud, pour penser un instant qu'il croit ce qu'il vient de dire. M. l'Orateur, suivez son argument. Il croit que cette année, la *Gazette* a reçu moins d'argent que depuis cinq ou dix ans. Je le lui demande, en toute

sincérité: la *Gazette* de Montréal a-t-elle appuyé la politique conservatrice avec moins d'ardeur cette année que par le passé?

M. LANDERKIN: Oui.

M. WHITE (Cardwell): A-t-elle appuyé moins fortement le gouvernement qu'auparavant? Non, et l'honorable député ne peut dire autrement. Comment, je le demande, les sommes payées par le gouvernement à ce journal ont-elles pu influencer l'appui qu'il a donné au gouvernement? L'argument même de l'honorable député démontre la fausseté de son assertion.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Je crois que \$6,000 est un joli montant.

M. SOMERVILLE: Je ne sais pas si l'honorable député d'Oxford-sud a raison de dire que la *Gazette* a été influencée dans ses opinions politiques, par cet argent; mais j'admets que, s'il n'y a pas eu d'influence sous ce rapport, cet argent a été d'un grand secours pour la *Gazette*. Il n'y a aucun doute à ce sujet; et si la *Gazette* reçoit une aide substantielle, je ne vois aucune raison pour qu'elle ne suive pas sa vieille habitude de défendre et d'appuyer le gouvernement.

C'est là une autre preuve de la manière dont le gouvernement dispose de l'argent public. Il a pris pour principe d'aider en toute occasion ses partisans. Il les a aidés en construisant des chemins de fer dans des comtés où ces chemins de fer ne sont pas requis par l'intérêt public, en construisant des édifices publics où cela n'était pas nécessaire. Il a dépensé l'argent public en payant des sommes considérables aux journaux, pour des annonces et des impressions, et en cela, il a aidé ses partisans. La *Gazette* de Montréal a toujours appuyé le parti conservateur, et je suppose qu'elle continuera de l'appuyer, quel que soit le montant d'argent qu'elle retire du trésor public; mais il y a une chose que je veux dire au sujet de la déclaration de l'honorable député de Cardwell, que le gouvernement a toujours reçu de la *Gazette* un travail proportionné au patronage accordé. Je ne puis laisser passer cette assertion sans la contredire, car j'ai prouvé devant le comité des comptes publics, il y a quelques années, que, dans certains cas, la *Gazette* avait reçu quatorze fois plus que ce que demandaient les entrepreneurs publics.

M. WHITE (Cardwell): C'est une accusation qui a été répandue dans le pays, et qui n'a jamais été prouvée.

M. SOMERVILLE: J'ai prouvé la chose clairement devant le comité des comptes publics et la chambre. J'ai établi au delà de tout doute que, dans certains cas, la *Gazette* avait reçu quatorze fois plus que la valeur de la besogne faite.

M. WHITE (Cardwell): Non.

M. SOMERVILLE: Quatorze fois la valeur de l'ouvrage, comparativement aux prix que demandaient les entrepreneurs publics pour le même travail. Dans certains cas, la *Gazette* a obtenu plus de \$22,000 par année pour des impressions publiques et des annonces diverses, et sous ce rapport, je crois que le gouvernement a très bien aidé son partisan, pendant un certain nombre d'années. Je ne blâme pas la *Gazette* de vouloir maintenir au pouvoir le gouvernement actuel; naturellement, elle veut rendre les faveurs qu'elle reçoit, et elle aide le gouvernement qui l'aide.